



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 06 juillet 2022
(Convocation du 29 juin 2022)

Aujourd'hui, le 06 juillet 2022 à 10h30, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	52 321
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	21 171
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	4 43
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	25 214	
Contre		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	
Abstention		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les Régions membres : M. Eric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Patrick Maunas
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Nathalie Barrouillet, M. Francis Dupouey
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Jean-Jacques Dané

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Thierry Carrère, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Isabelle Nogaro, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Jean-Marc Lescoute, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué



OBJET : Affaires générales - Présentation des rapports du délégataire pour l'année 2021

Exposé des motifs :

Sur la base des rapports annuels produits par le délégataire assurant la gestion de certains ouvrages de soutien d'étiage de l'EPTB sur différents sous-bassins versants réalimentés du bassin de l'Adour, les services procèdent à la présentation en assemblée plénière de la gestion des contrats de service public délégués par la collectivité :

- Concession de service public Adour moyen et affluents, Midour-Douze - 2019-2023 ;
- Délégation de service public Bouès - 2014-2023 ;
- Concession Arros-Estéous - 1993-2023.

Dans le cadre de ces contrats d'exploitation, le délégataire intervient sur plusieurs missions :

- Surveillance et entretien des ouvrages (réservoirs, stations pour les transferts ou les remplissages, stations hydrométriques de mesure des débits en rivière)
- Réalisation des visites et élaboration des rapports relevant de la réglementation sur la sécurité des ouvrages hydrauliques
- Gestion des eaux (période d'étiage et période de crues)
- Gestion des contrats avec les bénéficiaires
- Gestion financière du contrat.

Vu l'article 52 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession,
Vu l'article L3131-5 du code de la commande publique,
Considérant le contrat de « concession de service public pour l'exploitation des réservoirs sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys et Midour et Douze, pour les années 2019 à 2023 », signé le 26 avril 2019,
Considérant la convention de « délégation de service public pour la gestion des réservoirs de soutien d'étiage des Cassagnaou et Tillac » (bassin du Bouès), pour les années 2014 à 2023, signée le 26 novembre 2013,
Considérant le contrat de « concession pour la construction, l'entretien et l'exploitation du réservoir de l'Arrêt-Darré et de ses ouvrages annexes » (bassins de l'Arros et de l'Estéous amont), signé le 16 mars 1993 ;

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

d'approuver les rapports annuels du délégataire, pour l'année d'exploitation 2021, relatifs à :

- la « concession de service public pour l'exploitation des réservoirs sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys et Midour et Douze »,
- la « délégation de service public pour la gestion des réservoirs de soutien d'étiage des Cassagnaou et Tillac » (bassin du Bouès),
- la « concession pour la construction, l'entretien et l'exploitation du réservoir de l'Arrêt-Darré et de ses ouvrages annexes » (bassins de l'Arros et de l'Estéous amont).



Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 06 juillet 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

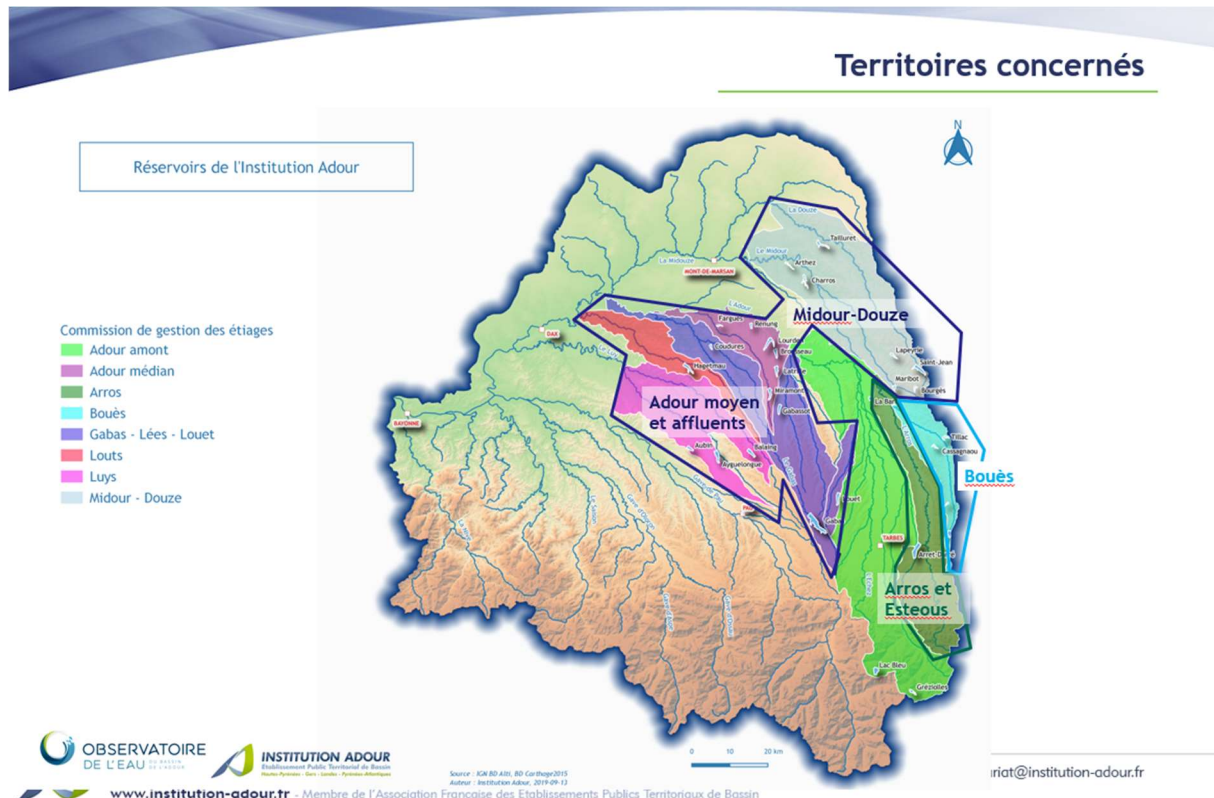
Paul CARRERE

Note de présentation des rapports annuels de gestion de délégation de service public des réservoirs de soutien d'étéage Année 2021



Territoires concernés et contrats correspondants

- Concession de service public Adour moyen et affluents, Midour-Douze - 2019-2023
- Délégation de service public Bouès - 2014-2023
- Concession Arros-Estéous - 1993-2023



Ouvrages

- Réservoirs de soutien d'étéage :
 - Louet : Louet
 - Gabas : Gabas, Coudures,
 - Bahus : Miramont
 - Moyen Adour : Latrille, Brousseau, Lourden, Renung, Fargues
 - Louts : Hagetmau
 - Luys : Ayguelongue, Balaing
 - Midou(r) : Maribot, Bourgès, Lapeyrie, Charros, Arthez
 - Douze : Saint-Jean, Taillure, Cavaré, Bougnères
 - Bouès : Tillac, Cassagnaou
 - Arros : Arret-Darré
- Dispositifs de transfert : réalimentations de l'Estéous, des Leès
- Dispositifs pour le remplissage complémentaire des lacs : Tillac, Maribot, Arthez, Coudures
- Stations hydrométriques (mesure de débits en rivière) sur tous les axes réalimentés



Principales interventions sur les ouvrages en 2021

2

❖ Travaux de maintenance/renouvellement.

Les travaux de maintenance sont déclenchés lorsqu'apparaît un indicateur d'alerte ou suite à un constat de dysfonctionnement, ou préventivement suivant un calendrier préétabli.

Exemple de travaux de maintenance en 2021 :

- Renouvellement des deux pompes à la station de pompage d'Arthez.
- Reprise de couvre-joints sur certains lacs
- Nettoyage et réparations des cunettes béton de pied réservoir d'Ayguelongue
- Réparation des barrières d'accès aux réservoirs
- Mise à niveau des regards de drain du Brousseau
- Renforcement des pieds de repères topométriques du barrage du Lourden
- Renouvellement de la vanne de restitution du barrage de Renung

❖ Visites d'inspection, visites de contrôle, rapports techniques réglementaires de suivi du barrage (surveillance, auscultation, visite technique approfondie)

❖ Maintenance systématique,

Les actions définies au titre de la maintenance systématique sont affectées avec une périodicité spécifique aux sites des lacs et des stations associées.

Liste des principales tâches :

- Entretien de la végétation
- Maintenance des échelles limnimétriques
- Nettoyage des évacuateurs de crues
- Dépannage du fonctionnement des vannes, dispositifs de mesures de débit, télémessure et télégestion
- Toutes les stations hydrométriques : entretien des sections et dépannages/suivi des dispositifs de mesures

Gestion des eaux

	CSP Adour moyen et Midou-Douze	CSP Arros-Estéous	DSP Bouès
Volumes utiles maximum des ouvrages gérés (Mm ³)	55,97	10,095	1,62
Volumes disponibles gérés en 2021 (Mm ³)	53,89	10,03	1,57

Animation territoriale :

- une commission de gestion (réunissant les représentants des usagers et partenaires institutionnels) par axe réalimenté avant la campagne de soutien (printemps), organisée par l'Institution Adour, pour faire un état des remplissages et tracer les perspectives des besoins des différents usages, et notamment en fonction des assolements et dates de semis,
- nombreux échanges entre l'IA et/ou la CACG et les représentants des préleveurs par secteurs (dont envois SMS d'information),
- réunions des commissions de gestion en période de soutien sur les sous-bassins les plus déficitaires (Midour 32 et Douze 32, Bahus, Louet, Adour amont) pour faire des points réguliers sur la situation hydroclimatique et décider des gestion tactique à court terme et gestion stratégique à moyen terme,
- participation aux réunions départementales de point sur l'étiage organisées par les services de l'Etat.
- échanges avec services de l'Etat pour introduire/reconduire des dispositions réglementaires adaptées pour une gestion plus efficiente des volumes lâchés



Gestion des clients

	CSP Adour moyen et Midour-Douze	CSP Arros-Estéous	DSP Bouès
Nombre de contrats	851	258	94

Eléments financiers de l'exploitation 2021

Présentation synthétique des rapports financiers de l'exploitation de l'année 2021

SOUS-BASSINS DE LA NOUVELLE CSP	CRAE 2021					Evol./N-1	CRAE 2020	CRAE 2019	COMPTE PREVISIONNEL CSP 2019-2023	CRAE 2018
	MIDOUR DOUZE	MOYEN ADOUR	LUYS	LOUTS	GABAS					
TOTAL DES PRODUITS	1 505 293 €					-7,5%	1 628 068 €	1 449 757 €	1 479 591 €	1 286 856 €
TOTAL DES CHARGES	1 500 504 €					-4%	1 568 840 €	1 437 667 €	1 481 441 €	1 275 545 €
REVERSION	299 786 €					-20%	374 821 €	293 311 €	283 153 €	274 622 €
dont part fixe	262 491 €					2%	258 405 €	255 341 €	255 341 €	
dont part variable 1	19 312 €						25 605 €	17 859 €	24 849 €	
dont part variable 2	17 769 €					-68%	64 350 €	15 733 €	2 963 €	
dont dépassement	214 €						26 461 €	4 378 €	0 €	

BOUES	CRAE 2021	CRAE 2020	CRAE 2019	CRAE 2018
TOTAL DES PRODUITS	65 430 €	60 706 €	55 597 €	78 349 €
TOTAL DES CHARGES	49 689 €	47 039 €	44 605 €	42 116 €
REVERSION	861 €	836 €	795 €	787 €

ARROS - ESTEOUS	CRAE 2021	CRAE 2020	CRAE 2019	CRAE 2018
TOTAL DES PRODUITS	264 621 €	359 564 €	271 587 €	285 106 €
TOTAL DES CHARGES	152 986 €	263 099 €	189 095 €	224 997 €
REVERSION	0 €	0 €	0 €	0 €



① Rapport financier de la CSP des sous-bassins Moyen Adour et affluents, Midour et Douze (2019 - 2023)

4

PRODUITS D'EXPLOITATION DU SERVICE :

Le total des produits de la CSP est conforme au prévisionnel (+1,7% et +25,7 k€) mais en forte baisse (-7,5% et -122,5 k€) par rapport à la campagne 2020.

Ce montant est à mettre en relation avec l'été humide 2021 qui a réduit les besoins d'irrigation et limité l'utilisation des quotas dans les tranches supérieures.

A l'échelle du périmètre, la consommation moyenne des quotas s'établit à 49,5% en 2021 contre 63,5 % en 2020 (pour rappel, 45 % en 2019).

Ainsi en 2021, ce montant s'établit à 1 506 K€.

Sur 3 ans, la moyenne des produits d'exploitation du service s'élève à 1 527 k€ (versus prévisions contractuelles non actualisées à 1 479 k€).

Dans le détail, les principales variations portent sur :

- la part fixe avec 1 153 k€, en progression de 23 k€ (+2,1%) / 2020.

Cette hausse s'explique principalement par l'actualisation des prix prévue par les formules indiciaires du contrat. En 2021 le coefficient d'actualisation s'établit à 1,028 % (valeur du p).

- la part variable totale avec 232 k€, en forte baisse de 144 k€ (-38,5%) / 2020.

Ce montant 2021 est à mettre en relation avec l'été humide 2021 qui a réduit les besoins d'irrigation et limité l'utilisation des quotas dans les tranches supérieures.

Focus sur la décomposition de la part variable :

Dans le détail, la part variable 2021 est constituée de :

- la part variable 1 (consommation entre 0 et 60 % du quota) : -25,5 k€ (-11%) / 2020,
- la part variable 2 (consommation entre 60 et 100 % du quota) : -93 k€ (-72,3%) / 2020,
- la consommation hors quota : en 2021 il n'y pas eu de consommation hors quota. -26,5 k€ / 2020.

CHARGES :

Charges totales en recul de 4,4% (-68 k€) / 2020, dont :

- Charges achats et services : 266 k€, en baisse de 12 k€ (-4,4%) / 2020
- Charges de personnel : 489 k€, en hausse de 17,5 k€ (+3,7%) / 2020
- Réversion d'exploitation : 299,8 k€, en baisse de 75 k€ (-20%) / 2020

Dans le détail :

- Energie électrique : -9,3 %

Les charges électriques de 2021 sont en baisse de 8,5 k€ (-9,3%) / 2020.

(-6,6% en consommation et -2,9% en coût moyen du kWh).

90 % de la consommation provient de la station de transfert du GABAS vers les Leès, pourcentage d'autant plus élevé que les réalimentations de COUDURES et MARIBOT n'ont pas été utilisées en 2021, le remplissage de ces lacs ayant été assurés par les apports naturels.

Point de vigilance sur l'énergie électrique : explosion des coûts énergétiques et absence de visibilité du marché à compter de 2023.

Pour l'exploitation en 2022, la CACG semble avoir sécurisé ses approvisionnements et adapte sa stratégie pour les années suivantes afin de rechercher/négocier/acheter toutes les opportunités moins chères et pallier le plus possible cette hausse conséquente des coûts.

Des répercussions sont toutefois à présager sur le compte d'exploitation de la dernière année - 2023

- du contrat de concession en cours.



- Sous-traitance : +7,2 %.

Ces achats concernent principalement l'entretien annuel de la végétation des barrages.

Ce poste de dépenses, toujours inférieur au prévisionnel du contrat, est en progression de 5 k€ sur 2021, des travaux complémentaires d'entretien ayant été engagés (évacuation d'un arbre au LEES de POUNDETS et comblement des ravines sur des chemins d'accès au GABAS).

- Services extérieurs :

Cette rubrique regroupe principalement les frais de contrôles réglementaires des installations.

Ce poste revient à un niveau normal, l'exercice 2020 intégrait un retard de facturation de 2019.

- Charges de personnel : +17,5 k€ (+3,7 %) / réalisé 2020.

Ces charges sont en progression de 11,3 % (+49 k€) sur le budget prévisionnel 2019.

Une partie de cette évolution 22,5 k€ (soit 0,3 ETP) s'explique par une affectation de moyens humains supplémentaires pour instruire la révision de l'étude de danger du Louet.

- Réversion 2021 :

Avec un montant de 299,8 k€, elle est en progression de 5,8 % sur le prévisionnel.

Toutefois, en lien avec les conditions climatiques humides de l'année, la variation entre 2021 et 2020 est très marquée : -75 k€, -20%.

- Provisions :

Les dépenses de maintenance et de renouvellement ont été réalisées en 2021 à hauteur de 90% du montant moyen annuel estimé dans le contrat.

Suivi de la consommation de l'enveloppe de renouvellement et maintenance

	Enveloppe contractuelle			Consommation réelle				% de la consommation	
	quinquennale	annuelle	2019 à 2021	2019	2020	2021	2019 à 2021	/ contrat sur 3 ans	/ contrat sur 5 ans
Maintenance	1 687 690 €	337 538 €	1 012 614 €	207 412 €	341 153 €	288 724 €	837 289 €	83%	50%
Renouvellement et stations de mesure	157 600 €	31 520 €	94 560 €	12 891 €	38 345 €	46 329 €	97 565 €	103%	62%
TOTAL	1 845 290 €	369 058 €	1 107 174 €	220 303 €	379 498 €	335 053 €	934 854 €		

Maintenance : consommation de 83% de l'enveloppe contractuelle de 2019-2021 et 50% du plan quinquennal prévisionnel.

Renouvellement et stations de mesure : consommation de 103% de l'enveloppe contractuelle de 2019-2021 et 62% du plan quinquennal prévisionnel

Ainsi on note pour l'année 2021, 3^{ème} année du contrat :

- un niveau de produits d'exploitation et de charges globales très proche de la prévision contractuelle (respectivement à +1,7% et +1,3%),
- la maîtrise des charges de production hors réversion d'exploitation (+0,2%),
- une affectation de moyens humains supplémentaires (instruction étude de danger du Louet),
- une réversion à l'IA de près de 300 k€, supérieure de + 6% à la prévision contractuelle.

Au final, l'équilibre financier de la CSP est atteint pour la troisième année consécutive conformément au budget prévisionnel initial.

② Rapport financier de la DSP Bouès (2014 - 2013) :

La gestion de cette DSP fait apparaître un excédent d'exploitation et le versement d'une réversion d'un montant de 861 €.

PRODUITS : +8% (/ 2020)

Cette hausse s'explique par l'augmentation de 49% de la reprise de provision de maintenance dont le montant est égal aux travaux de maintenance réalisés.

Toutefois, on note une baisse de 7% des produits d'exploitation du service, en lien avec la réduction du quota décidée en début de campagne sur l'ensemble du système Nestes (faibles ressources printanières en 2021) et une consommation du quota inférieure à la moyenne en lien avec les conditions climatiques estivales relativement humides.

CHARGES : +6% (/ 2020)

En 2021, cette augmentation s'explique par :

- Energie électrique : augmentation en lien avec l'utilisation de la station de pompage de réalimentation du lac de Tillac pour compléter le remplissage
- Travaux de maintenance : ce montant est remonté au-dessus de la moyenne de la maintenance habituelle réalisée. Cette augmentation (+5 k€) s'explique par les interventions subaquatiques réalisées en 2021 notamment pour inspecter l'ouvrage de prise de Cassagnaou et fermer la conduite du barrage de Tillac pour réaliser l'inspection caméra.
- Le taux de maintenance 2021 (IP3) (travaux de maintenance/total charge) est de 31%.
- L'indicateur du cumul de la maintenance depuis le début de la DSP, noté IP4, est de 76 279,42 € depuis 2014

Programme contractuel d'investissements et renouvellement/maintenance :

Il n'a pas été défini de programme d'investissement et de renouvellement. Seul un montant alloué à la maintenance a été déterminé sur les principes de la gestion du patrimoine de l'Etat.

La dotation à la provision de maintenance (Garantie de continuité de service) nécessaire au renouvellement du matériel est calculée au regard de l'investissement initial et calée sur un montant prévisionnel de maintenance. La CACG est soumise à l'instruction comptable du 5 février 2008 qui lui impose d'une part de définir des plans quinquennaux de maintenance et d'autre part de reprendre la provision préalablement établie au titre de l'instruction comptable du 9 décembre 1982.

Ainsi, a été établi, conformément aux fourchettes de bon entretien édicté par l'Etat, un plan de maintenance avec un montant de maintenance lissé.

RESULTAT :

Le résultat de l'exploitation 2021 est positif et se situe dans la moyenne des résultats annuels de ce contrat.

De par les spécificités de ce contrat qui ne repose que sur une faible assiette d'usagers redevables, l'Institution Adour autorité délégante verse annuellement une subvention d'équilibre d'exploitation dont le montant actualisé en 2021 s'élève à 32 272,50 €.

③ Rapport financier de la Concession Arros-Estéous (1993 - 2023) :

PRODUITS : -26% (/ 2020)

Dont produits d'exploitation de service : -3%

Les produits d'exploitation de service sont en baisse de 6,6 k€ (-3%) et se situent dans la moyenne observée. La saison 2021 a été marquée par des conditions humides et une moindre consommation des quotas, d'où un niveau de facturation plus faible qu'en 2020.

La forte variation du total produit s'explique principalement par la variation du montant de la reprise sur provision directement en lien avec les travaux de maintenance réalisés sur l'ouvrage chaque année.

CHARGES : -42% (/ 2020)

Cette variation (-110 k€) s'explique par un retour à un niveau moyen du niveau de maintenance après une année 2020 marquée par l'installation d'un nouveau système d'accès dans la tour tulipe.

Les autres variations concernent :

- Energie électrique : -6 k€ (-31%)

En raison des conditions climatiques estivales humide, la station de transfert vers l'Estéous a été moins sollicitée, le volume transféré a été plus faible.

- Sous-Traitance : +4 k€ (+65%) Ce poste concerne l'entretien annuel de la végétation.

En 2021, des travaux d'entretiens complémentaires ont été engagés pour couper la végétation dans le bassin de dissipation.

- Frais de contrôle : -7,8 k€ (-39%)

Retour à un niveau moyen après le décalage de 2019 à 2020 d'une campagne de relevé topométrique.

- Travaux de maintenance : -85 k€ (-80%)

En 2020 des travaux d'amélioration et de sécurisation des accès à la tour tulipe pour un coût global de 95 k€ avaient été engagés.

L'ensemble des montants de ces postes ci-dessus représente 1,79 Equivalent Temps Plein.

Cet ETP tient compte des temps du personnel intervenant pour le fonctionnement de la concession, pour la maintenance des biens, pour la gestion des contrats, pour la gestion des eaux, pour le contrôle du barrage (auscultations géotechniques et leurs analyses, campagne topométrique, réalisation des rapports réglementaires barrages), pour la gestion juridique, pour la gestion des contentieux, pour la gestion financière etc.

Programme contractuel d'investissements et renouvellement/maintenance :

La dotation à la provision de maintenance (Garantie de continuité de service) nécessaire au renouvellement du matériel est calculée au regard de l'investissement initial et calée sur un montant prévisionnel de maintenance. La CACG est soumise à l'instruction comptable du 5 février 2008 qui lui impose de définir des plans quinquennaux de maintenance pour reprendre la provision préalablement établie (= programme contractuel de travaux de maintenance) au titre de l'instruction comptable du 9 décembre 1982.

Ainsi, a été établi, conformément aux fourchettes de bon entretien édicté par l'Etat, un plan de maintenance avec un montant de maintenance lissé sur 5 ans.

RESULTAT : +10% (/ 2020)

Le résultat de l'exploitation 2021 après impôt est en progression de 10 k€ (+10%).

Les principaux postes de charges et de produits sont conformes aux moyennes observées. L'écart s'explique par le décalage dans le niveau de reprise et de dotation des provisions sur l'exercice 2021.

Rappel du schéma prévisionnel d'organisation à compter de 2024 :

Il est rappelé que ces trois contrats de service public courent jusqu'en 2023, et que le schéma prévisionnel à compter de 2024, envisagé dans la précédente mandature, est de fusionner la gestion de l'ensemble des réservoirs de soutien d'étiage en un seul contrat englobant également le territoire de l'Adour amont (en prestations de service jusqu'en 2023) dans un but de mutualisation des coûts et d'uniformisation tarifaire.

